

DCG 5

Économie

Manuel & applications

Sous la direction d'Alain Burlaud

Rémi Leurion

Catherine Lesnard



« Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs.

Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération.

En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. »

ISBN 978-2-216-11266-1 (première édition)

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

Sommaire

► Préface	3
► Programme	5
► Partie 1 Principaux faits économiques et sociaux et grands courants de pensée	9
Chapitre 1 • L'histoire des faits économiques et sociaux de la révolution industrielle aux années 1980 ..	10
Chapitre 2 • L'histoire des faits économiques et sociaux depuis 1980 et les grands systèmes économiques actuels	26
Chapitre 3 • Les grands courants de la pensée économique	40
► Partie 2 L'économie de marché : son fonctionnement et ses imperfections de marché	57
Chapitre 4 • Le circuit économique et les agents économiques	58
Chapitre 5 • Le comportement des acteurs économiques	73
Chapitre 6 • Construction du marché et de formation des prix	91
Chapitre 7 • La consommation et l'investissement	107
Chapitre 8 • La croissance économique	127
Chapitre 9 • L'analyse conjoncturelle et la dynamique des marchés	147

► Partie 3	Financement et mondialisation de l'économie	163
	Chapitre 10 • La monnaie, la création monétaire et la politique monétaire	164
	Chapitre 11 • Le financement de l'économie	179
	Chapitre 12 • Les échanges internationaux	193
	Chapitre 13 • Les théories des échanges internationaux	205
	Chapitre 14 • L'évolution et l'organisation des échanges internationaux	220
	Chapitre 15 • Le change et le système monétaire international	236
	Chapitre 16 • Le système financier international	251
► Partie 4	Politiques publiques et régularisation de l'économie	265
	Chapitre 17 • L'intervention publique	266
	Chapitre 18 • La politique économique	279
	Chapitre 19 • L'emploi et les politiques de l'emploi	293
	Chapitre 20 • La redistribution et les politiques de redistribution	313
	Chapitre 21 • Les politiques à l'égard de l'industrie	332

Les grands courants de la pensée économique

PLAN

1 La pensée économique pré-classique

- A. ▶ Les philosophes antiques
- B. ▶ Les thomistes
- C. ▶ Les mercantilistes
- D. ▶ Les physiocrates

2 La pensée économique classique

- A. ▶ L'école classique libérale
- B. ▶ L'école classique réformiste

3 La pensée économique marxiste

- A. ▶ La philosophie marxiste
- B. ▶ L'économie marxiste

4 La théorie néoclassique

- A. ▶ Les fondements de la théorie néoclassique
- B. ▶ Le concept d'équilibre général

5 La théorie keynésienne

- A. ► Les critiques de Keynes envers les thèses néoclassiques
- B. ► Les fondements de l'économie keynésienne

6 La science économique après Keynes

- A. ► L'école monétariste
- B. ► La nouvelle économie classique
- C. ► La nouvelle économie keynésienne
- D. ► L'école institutionnaliste

7 Entraînement

► L'histoire de la pensée économique peut être définie comme l'histoire des idées, des méthodes et des théories qui s'intéressent à la manière dont les hommes s'organisent, ou doivent s'organiser, pour produire, répartir, distribuer et consommer les richesses de la société. La science économique, parce qu'elle est une science morale et politique, n'est pas une science unifiée ; ainsi peut-on mettre en évidence une évolution chronologique de la pensée, pensée qui se structure autour de plusieurs piliers, la pensée économique pré-classique (I), la pensée économique classique (II), la pensée économique marxiste (III), la théorie néoclassique (IV), la théorie keynésienne (V) et les apports après Keynes (VI).

1 ► La pensée économique pré-classique

Bien que le terme d'« économie politique » ait été utilisé pour la première fois par Antoine de Montchrestien, dans son ouvrage intitulé *Traité d'économie politique* en date de 1613, les préoccupations économiques ont, bien avant, intéressé les penseurs, philosophes d'abord, scientifiques ensuite. Plusieurs approches se succèdent.

A. Les philosophes antiques

Les préoccupations économiques des grands penseurs de l'Antiquité sont rattachées à des principes de morale : plus de justesse dans les échanges et plus d'égalité entre les hommes. L'intérêt de la pensée antique réside avant tout dans les thèses soutenues par les sophistes, face au développement des inégalités engendrées par l'économie marchande. Ainsi, Platon développe, avant K. Marx, l'idée d'une société sans propriété privée, sans argent personnel, mais dans laquelle la division du travail existerait entre les « gardiens » (classe dirigeante), les « auxiliaires » (militaires) et les esclaves chargés des basses besognes.

B. Les thomistes

Au Moyen Âge, les préceptes économiques restent encore très marqués par les principes moraux. Dans sa *Somme théologique* rédigée à la demande du Pape, Saint Thomas d'Aquin (1224-1274) s'efforce de concilier la raison économique et sociale avec la morale de l'Église. Tout comme Aristote, il se montre favorable au droit de propriété privée, en raison de son ordre naturel et de son efficacité, à condition toutefois que le partage des revenus soit juste, ce qui le conduit à développer la doctrine du « **juste prix** » (celui qui doit permettre à l'artisan et au commerçant de couvrir ses dépenses et d'entretenir sa famille) et du « **juste salaire** » (celui qui doit être considéré comme normal dans une collectivité donnée). Saint Thomas condamne la recherche excessive de profit, le commerce, les pratiques monopolistes ainsi que le prêt à intérêt.

C. Les mercantilistes

C'est véritablement avec les mercantilistes qu'apparaît, de façon autonome, la science économique. Le mercantilisme, développé au XVI^e et au XVII^e siècles par J. Bodin et A. de Montchrestien, soutient l'idée que la puissance du souverain, donc du royaume, repose sur la possession d'or, la recherche du profit (valorisé par l'activité des marchands), le développement de l'industrie (stimulée par l'État) et la réalisation d'un excédent commercial (source de richesse pour la nation). Cette **volonté de puissance nationale** et d'accumulation de richesses reflète le contexte politique et économique de l'époque.

Les mercantilistes s'intéressent à des thèmes économiques majeurs, aussi divers que la conception de la monnaie, de la valeur, la formation des prix ou encore l'intérêt. De manière plus précise, plusieurs apports sont fondamentaux, notamment sur les sujets suivants :

- la population : l'attitude dominante est populationniste et, pour J. Bodin, « Il n'est de richesses ni forces que d'hommes ». Ainsi, pour pouvoir produire davantage, il faut augmenter la force de travail ;
- l'emploi : pour la plupart des auteurs, son niveau mesure la production qui elle-même mesure la puissance et le bien-être ;
- les pauvres : la charité privée ne suffit plus à faire face à l'augmentation du nombre des pauvres ; d'où la mise en place d'une assistance publique administrative. Pour beaucoup d'économistes mercantilistes, le chômeur est responsable de sa propre misère ; certains accusent ainsi la concurrence étrangère, la fiscalité, ou l'importance excessive du taux d'intérêt ;
- les relations internationales : la thèse majoritaire est que le commerce international est la seule source de gain pour la nation ; ainsi, le solde de la balance mesure l'avantage qu'elle en retire. Cependant, le contrôle des échanges extérieurs est indispensable.

D. Les physiocrates

François Quesnay est le grand représentant des physiocrates français ; il publie, en 1758, un ouvrage important, le *Tableau économique*, qui peut être considéré comme l'un des travaux précurseurs de la comptabilité nationale.

La physiocratie est une doctrine fortement influencée par le contexte historique. Pour la première fois, des économistes proposent un modèle cohérent pour apporter une solution à des problèmes économiques préoccupants. Au milieu du XVIII^e, la France vient de perdre une importante partie de son domaine colonial, les guerres ont lourdement obéré la situation financière. Le mercantilisme, qui favorise l'industrialisation et le commerce extérieur, draine les crédits au détriment d'une agriculture qui souffre d'un manque d'investissements et d'une

fiscalité paralysante du fait d'un régime fiscal anachronique. L'activité économique est entravée par un excès de réglementations contraignantes. La physiocratie va proposer une « révolution d'en haut » en confiant à l'agriculture un rôle d'entraînement.

2 ► La pensée économique classique

Au milieu du XVIII^e siècle, la science économique connaît un développement spectaculaire, structuré autour de ce que l'on nomme la pensée « classique ». En réalité, à côté de l'école classique « libérale », également dénommée « orthodoxe » (A), une économique classique « réformiste », plus critique, existe (B).

A. L'école classique libérale

En tant que mode de pensée dominant, l'école classique commence en 1776 avec les travaux d'Adam Smith pour se terminer aux environs de 1860. Géographiquement limité à l'Angleterre et à la France, ce courant présente les **caractéristiques générales** suivantes :

- la **valorisation première du travail** – mais dans une conception étroite de la richesse réduite à sa partie matérielle – et, en corollaire, la théorie de la valeur travail, ou valeur fondée sur le coût de production ;
- la **valorisation de l'épargne et du capital** qui assure la croissance économique par une plus grande productivité du travail ;
- la **doctrine du libéralisme économique**, fondée sur le mécanisme de l'automatisme de l'équilibre et popularisée par la métaphore smithienne de la main invisible, qui n'a de sens que dans une économie de marché caractérisée par la concurrence des offreurs ;
- la **prééminence de l'offre** par rapport à la consommation, expression d'une représentation de l'économie du point de vue de l'entreprise, induisant la loi des débouchés et la neutralité de la monnaie ;
- le **raisonnement en termes d'équilibre à long terme** et dans un espace fini conduisant, via la croissance de la rente et la baisse tendancielle du taux de profit, à l'état stationnaire.

1. La théorie de la valeur travail

Pour l'ensemble des auteurs classiques, notamment anglais (Smith et Ricardo), la richesse d'une nation ne provient pas de son agriculture mais du travail fourni, ce qui le conduit à considérer que le travail est la meilleure mesure de la valeur (selon Smith, « la valeur d'une denrée quelconque pour celui qui la possède, et qui n'entend pas en user ou la consommer lui-même, mais qui a intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. (...) Possédant de l'utilité, les marchandises étirent leur valeur d'échange de deux sources, de leur rareté et de la quantité de travail nécessaire à leur production »).

2. Le libéralisme économique

Le libéralisme constitue l'apport essentiel des auteurs classiques à l'analyse économique ; cette doctrine présente plusieurs aspects complémentaires essentiels.

a. La métaphore de la main invisible

L'**individualisme** est le fondement idéologique et le principe méthodologique de la pensée classique. Il permet de justifier le **libéralisme**. Il pose pour règle que l'intérêt général est la résultante des intérêts individuels additifs ou, plus clairement, qu'on ne réalise jamais mieux l'intérêt général qu'en poursuivant chacun son intérêt personnel. Les mécanismes du marché concurrentiel constituent la **main invisible** qui assure l'harmonie des intérêts des individus considérés comme rationnels ; ainsi, en cas de pléthore, c'est-à-dire d'une offre supérieure à la demande, les entreprises se livrent une concurrence pour attirer les acheteurs peu nombreux. La baisse des prix qui s'ensuit a alors une double conséquence : d'une part, la demande augmente (les acheteurs sont attirés par la baisse de prix), de l'autre, certaines entreprises se tournent vers d'autres activités lucratives, là où la demande est supérieure à l'offre. Dans ces mouvements inversés, l'offre et la demande finissent par s'équilibrer sur tous les marchés. Cet équilibre sur chacun des marchés signifie, par conséquent, que tous les demandeurs et tous les offreurs sont satisfaits, et qu'ainsi le bien-être général maximum est réalisé.

b. Le rôle minimum de l'État

L'économie classique est engendrée par la philosophie des Lumières et la doctrine de l'**ordre naturel**. Aussi n'est-il pas surprenant que certains économistes classiques ne cessent d'affirmer que l'État ne doit pas chercher à remplacer les lois naturelles de l'économie par des lois positives, c'est-à-dire artificielles. A. Smith reconnaît cependant à l'État trois devoirs : « Celui de protéger la société contre la violence et l'invasion d'autres sociétés indépendantes..., celui de protéger, autant qu'il est possible, chacun des membres de la société contre l'injustice ou l'oppression de tout autre membre de cette société..., celui d'éviter et d'entretenir les ouvrages et les établissements publics dont une grande société retire d'immenses avantages, mais qui sont néanmoins de nature à ne pouvoir être entrepris ou entretenus par un ou quelques particuliers, attendu que, pour ceux-ci, le profit ne saurait jamais leur en rembourser la dépense. »

c. Le commerce international

Smith, comme Ricardo, s'intéresse particulièrement à l'échange international, à une époque où le développement économique de la Grande-Bretagne exige l'expansion du commerce entre les nations. D'une manière générale, ces auteurs montrent que les pays ont intérêt à se spécialiser (et donc à commercer) dans les productions pour lesquels ils détiennent un **avantage compétitif** (absolu pour Smith, comparatif pour Ricardo) ; le libre-échange constitue ainsi le principe fondamental du commerce.

d. Une économie de l'offre

Les classiques considèrent que l'activité économique est appuyée sur le niveau de l'offre ; pour Jean-Baptiste Say, c'est l'offre qui crée sa propre demande (**loi des**

débouchés). Les politiques économiques libérales sont ainsi, pour la plupart, des politiques de l'offre.

Cependant, une grande partie des économistes classiques est pessimiste, par la prise en compte des limites des débouchés (Smith), malgré la division internationale du travail, et surtout de celles des ressources naturelles du fait de la croissance démographique (Malthus). Une baisse tendancielle du taux de profit (Ricardo) est envisagée avec, à terme, l'émergence de l'état stationnaire (Mill).

B. L'école classique réformatrice

L'école classique réformatrice regroupe les auteurs (J. S. Mill, F. List...) qui, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, critiquent le mode de fonctionnement du système capitaliste, sans pour autant remettre en cause ses fondements. Les réformistes, conscients que le libéralisme économique présente des effets pervers, considèrent qu'il faut rendre l'économie de marché plus humaine et plus juste ; en fait, deux auteurs sont particulièrement représentatifs de ce courant : Sismondi et Mill.

Témoin de la misère ouvrière et du chômage qui caractérise son époque, **Sismondi de Sismondi** (1773-1842) est amené à proférer des attaques contre le capitalisme sans pour autant remettre en cause la propriété privée :

- il refuse le principe de l'harmonie des intérêts individuels avec l'intérêt général ;
- il dénonce les conditions de travail, de rémunération, de vie, imposées à la majorité de la population ;
- il réclame la protection des plus faibles, par une intervention de l'État ;
- il considère que l'inégal partage des richesses, aux dépens de la classe ouvrière, contribue à entretenir la misère ;
- il affirme que la sous-consommation ouvrière est à l'origine des crises économiques ;
- il conteste la loi des débouchés de J-B. Say ainsi que le concept d'équilibre général par le libre jeu de la concurrence. Il affirme, au contraire, qu'en situation de déséquilibre sectoriel (surproduction), la baisse des prix engendre une diminution des revenus qui peut entraîner l'économie dans un véritable cercle vicieux dépressif.

À ce titre, il apparaît comme le précurseur de Keynes.

John Stuart Mill (1806-1873) partage quant à lui les analyses libérales de Smith et Ricardo : le marché est le meilleur mode de régulation de l'économie. Mais il convient que le libéralisme est souvent défaillant en matière de justice sociale et qu'une intervention de l'État, dans ce domaine, s'avère indispensable :

- prise en charge de l'éducation des classes populaires ;
- amélioration des conditions de travail ;
- production de certains services publics pour lesquels il n'existe pas de prix de marché.

S. Mill pense toutefois que « le laisser-faire doit être la règle générale : toutes les fois qu'on s'en écarte, à moins que ce ne soit absolument nécessaire pour réaliser quelque chose de grand et de bon, on fait du mal très certainement. » Pour favoriser

le consensus et réduire les tensions entre les classes sociales, il propose un ensemble de réformes :

- associer les travailleurs aux résultats de leur entreprise ;
- développer, grâce à l'aide de l'État, les coopératives de production ;
- réduire les disparités de patrimoine, par une législation limitant les droits d'héritage ;
- assurer le libre-accès des femmes au marché du travail et l'égalité des sexes.

3 ► La pensée économique marxiste

Souvent considéré dans l'histoire de la pensée économique comme le dernier des auteurs classiques, Karl Marx (1818-1883) développe cependant une pensée qui, sur de nombreux points, s'oppose radicalement aux enseignements de ces auteurs ; ainsi, d'une manière générale, alors que l'approche smithienne et ricardienne est fondamentalement individualiste et abstraite, l'approche marxienne inscrit l'individu dans le cadre de relations sociales globales et s'appuie sur une vision historique et très concrète des systèmes économiques (les modes de production). L'analyse marxiste présente en fait deux dimensions largement imbriquées : l'une philosophique (A), l'autre économique (B).

A. La philosophie marxiste

Le point de vue à partir duquel Karl Marx élabore son œuvre est la critique de l'économie politique, critique entendue comme celle du mode de production bourgeois, ou capitalisme, en vue de transformer le monde au lieu de proposer une nouvelle interprétation, comme le font les philosophes traditionnels. Ainsi, la critique de l'économie politique bourgeoise que propose Marx se fonde sur le **phénomène de l'aliénation générale** et non pas seulement ouvrière.

Pour Marx, le régime de la propriété privée a pour conséquence de priver le travailleur du fruit de son travail. L'aliénation qui en résulte – c'est-à-dire le fait que l'ouvrier soit traité comme une chose (déshumanisation), comme un simple instrument de travail, sans intéressement au travail (dépossession), étranger à son travail (dépersonnalisation) – conduit à la misère ouvrière. Pour permettre l'épanouissement de l'individu, la propriété privée doit être abolie et l'État doit dépérir après l'instauration d'une phase transitoire de dictature du prolétariat. Cette philosophie de l'histoire, combinée avec la méthode du **matérialisme dialectique**, constitue le marxisme ou matérialisme historique et dialectique.

Pour K. Marx et F. Engels, l'histoire s'explique par le jeu des forces économiques qui déterminent :

- les rapports de production (ceux-ci sont dominés par la relation entre capitalistes et salariés ; les premiers sont propriétaires des moyens de production,

le capital, et du produit ; les seconds ne sont propriétaires que de leur force de travail, qu'ils vendent aux capitalistes à un prix déterminé par la valeur des marchandises nécessaires à la reproduction de cette force de travail) ;

- les formes sociales ;
- les rapports de classes.

À chaque phase de l'histoire correspondent des modes de production différents et des rapports contradictoires (différences entre le rythme d'évolution des forces productives et celui des rapports de production) qui conduisent à une « époque de révolution sociale » marquée par l'instauration d'un nouveau mode de production, lui-même caractérisé par de nouvelles contradictions...

Marx part donc d'une analyse très fine du système capitaliste pour montrer que celui-ci est injuste et qu'il court à sa perte. Il est injuste parce qu'il y a une **contradiction fondamentale** entre ceux qui réalisent la production – les travailleurs – et ceux qui bénéficient de la production – les capitalistes propriétaires des moyens de production. Ce sont ces derniers qui vendent les marchandises fabriquées par les prolétaires et qui récupèrent les profits de cette vente.

B. L'économie marxiste

Pour illustrer sa philosophie, Marx s'intéresse à l'économie et, sur le conseil d'Engels, lit Ricardo dont il adopte plus ou moins la méthode (mais dont il va critiquer les conclusions) et dont il emprunte deux concepts qui servent de base à ses théories, la théorie de la valeur-travail d'une part et la distinction entre salaire et profit (auquel il assimile la rente) d'autre part. Concernant la **valeur-travail**, Marx part du principe que la valeur d'un bien est déterminée par la quantité de travail incorporé ; aussi distingue-t-il la valeur d'usage, qui correspond à l'utilité de la marchandise et la valeur d'échange (proportions dans lesquelles les valeurs d'usage s'échangent entre elles) qui varie avec le temps. Il démontre que le travail est une marchandise comme une autre, capable de dégager une valeur d'échange supérieure à celle de la valeur du travail incorporé. Cette différence, la **plus-value**, est « la valeur supplémentaire produite par le travail de l'ouvrier, que le capitaliste s'approprie gratuitement ».

Dans le but d'accumuler le capital, le capitaliste « suce le sang de l'ouvrier » en contraignant le prolétariat au surtravail (« exploitation ») et en augmentant régulièrement le temps de travail gratuit (non payé à l'ouvrier) soit par un allongement de la durée du travail (**plus-value absolue**), soit par une plus grande intensité du travail (progrès technique) qui permet au capitaliste de réduire le temps de travail nécessaire à l'entretien de la force de travail de l'ouvrier (**plus-value relative**).

Marx affirme de plus que le capitalisme est confronté, à terme, à une « **baisse tendancielle du taux de profit** » puisque le travail humain, qui seul est capable de dégager une plus-value, est appelé à diminuer au fur et à mesure que se développe

le machinisme (le taux de profit est directement lié à la plus-value et aux coûts du travail et du capital constant). Dans un tel contexte, les crises de surproduction sont inévitables car, pour restaurer leur taux de profit, les capitalistes cherchent à accroître leur production alors que les salaires versés aux ouvriers ne permettent pas d'absorber la totalité des produits créés par leur travail. En raison des contradictions internes au système, on assiste alors à l'apparition de crises de surproduction... qui préparent la **destruction du capitalisme**.

Pour Marx, le mode de production capitaliste est caractérisé par des contradictions qui conduisent, à terme, à sa disparition. En effet, Marx considère, comme Ricardo, que le taux de salaire est déterminé par les conditions sociales de la production, et qu'il ne peut pas être durablement inférieur à la valeur de la force de travail. Mais l'accumulation du capital conduit à augmenter la part relative du capital constant (c) utilisé pour acheter des marchandises, par rapport au capital variable (v) utilisé pour l'achat de la force de travail. Le rapport c/v , que Marx nomme « la composition organique du capital », augmente et engendre inévitablement, à terme, une offre excédentaire chronique de la force de travail. C'est l'armée de réserve industrielle qui exerce une pression à la baisse sur les salaires et à une paupérisation de la classe ouvrière.

4 ► La théorie néoclassique

Les années 1870-1880 marquent un véritable tournant dans le développement de l'économie comme discipline scientifique. Trois auteurs, l'Anglais Stanley Jevons, le Français Léon Walras et l'Autrichien Carl Menger, vont développer une nouvelle approche de l'économie. Ce qui est remarquable, avant d'aborder les caractères généraux de la démarche néoclassique, c'est que ces trois auteurs ne se connaissaient pas au moment de la publication de leurs principaux travaux. Si la démarche néoclassique tend à se rapprocher de celle des économistes classiques dans le sens où elle montre la supériorité du marché comme régulateur de l'économie, les fondements de la théorie néoclassique sont tout à fait nouveaux (A), et conduisent à élaborer un édifice très fin, celui de l'équilibre général (B).

A. Les fondements de la théorie néoclassique

Traditionnellement, on distingue **quatre courants** au sein de l'école néoclassique :

- l'école marginaliste anglaise : Stanley Jevons (1835-1882), Alfred Marshall (1842-1924) ;
- l'école marginaliste autrichienne : Carl Menger (1840-1892), Eugen Von Böhm Bawerk (1851-1914), Friedrich Von Wieser (1851-1926) ;
- l'école mathématique française : Augustin Cournot (1801-1877) ;
- l'école de Lausanne : Léon Walras (1834-1910), Vilfredo Pareto (1848-1923).

Cependant, malgré cette grande diversité, on peut définir un certain nombre de principes qui constituent un **socle commun** à l'ensemble des économistes néoclassiques :

- la société est composée d'un ensemble d'individus dont les comportements sont mus par des lois économiques ;
- les individus sont libres, égaux et rationnels, c'est-à-dire mus par la recherche de la maximisation de leur intérêt personnel compte tenu des contraintes qu'ils supportent (individualisme méthodologique) ;
- les individus qui ont des goûts et des ressources différents se rencontrent sur le marché, qui est un lieu où s'expriment des offres et des demandes qui permettront de déterminer un prix correspondant à l'équilibre du marché, c'est-à-dire l'égalité entre l'offre globale et la demande globale ;
- l'économie devient la science des choix efficaces ; ainsi, pour Alfred Marshall, « l'objet de la science économique est de déterminer les lois de l'allocation optimale des moyens rares à usage alternatif ». La rareté et l'utilité deviennent des concepts économiques fondamentaux ;
- le raisonnement à la marge, ou marginal, est au cœur du modèle néoclassique. Il est fondé sur le fait que toutes les décisions soient prises selon le principe du coût/avantage (la consommation d'une unité supplémentaire d'un bien est réalisée si l'avantage que l'individu en tire est supérieur au coût que cette consommation génère).

Le marginalisme dispose d'un programme – l'allocation des ressources rares – d'une méthode déjà connue – l'analyse à la marge –, d'une théorie de la valeur commune aux trois fondateurs mais déjà exprimée avant eux – la théorie de l'utilité. Le résumé le plus explicite de ce nouveau programme de recherche est, en fait, la définition de la science économique proposée par Lionel Robbins : « la science économique est l'étude du comportement humain en tant que relations entre des fins et des moyens rares à usages alternatifs ».

De cette définition, il découle que l'approche néo-classique est généralement statique ; son concept clé est celui de la rareté des ressources ; son objet est l'étude du comportement de choix pour déterminer la situation d'équilibre, c'est-à-dire celle qu'il n'est pas avantageux de modifier, ou encore, celle qui donne le maximum de satisfaction ou le bien-être maximum, compte tenu des fins poursuivies et des moyens disponibles. L'ensemble des éléments précédents est articulé dans le cadre d'une économie pure, dont les enseignements serviront à l'analyse de problèmes plus particuliers de la réalité.

B. Le concept d'équilibre général

L'analyse néoclassique vise à démontrer que l'économie de marché assure à la fois l'efficacité maximale et la convergence des intérêts individuels. C'est dans le modèle de l'équilibre général que, plus généralement, Léon Walras, en 1874, dégage les conditions de réalisation d'un **équilibre général**. C'est Léon Walras qui va s'atteler

à cette tâche dans *Fondements de l'économie pure* publiés en 1874, en dégagant les conditions à partir desquelles un ensemble d'équilibres partiels sur les différents marchés possibles peut devenir un équilibre général, c'est-à-dire une situation d'équilibre où l'ensemble des marchés, pourtant interdépendants (comme le marché de la monnaie, le marché des biens et le marché du travail), est en équilibre. Vilfredo Pareto poursuit l'œuvre de Walras, dont il est le successeur à l'université de Lausanne, en passant de la notion d'équilibre général à celle d'**optimum** qui « se caractérise par le fait qu'en situation d'optimum, on ne peut pas améliorer la situation d'un agent économique sans détériorer celle d'au moins un autre agent ». La situation d'optimum remet donc en cause toute tentative de redistribution des revenus, car celle-ci aurait pour conséquence inéluctable de détériorer la situation d'un agent économique.

5 ► La théorie keynésienne

En pleine crise économique de 1929, l'économiste anglais John Maynard Keynes publie un ouvrage important, la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, ouvrage qui va renouveler fondamentalement la science économique moderne. Partant d'une critique assez radicale des thèses libérales néoclassiques qui dominent à l'époque (A), Keynes construit un modèle à la fois nouveau et original d'analyse des relations économiques et des politiques économiques qui s'y rattachent (B).

A. Les critiques de Keynes envers les thèses néoclassiques

Dans les années 1930, l'objectif de Keynes est d'apporter des solutions à la crise de l'emploi qui frappe l'ensemble des économies développées, et notamment la Grande-Bretagne. Il démontre ainsi que le fonctionnement spontané des économies capitalistes n'est pas harmonieux, mais qu'il débouche sur des situations de sous-emploi massif des facteurs, en particulier sur un chômage involontaire de la main-d'œuvre. Dans les termes classiques, il montre que le marché du travail peut se boucler dans une situation où demeure du chômage involontaire et, ce, en dépit d'une flexibilité des salaires réels. Cela revient ainsi à rejeter l'idée que le marché du travail est un mécanisme pertinent de gestion de l'emploi et, en particulier, que la baisse des salaires est un moyen approprié de rééquilibrer le marché.

Plus précisément, Keynes effectue **trois critiques majeures** des thèses néoclassiques :

► **La micro-économie ne permet pas d'analyser les mécanismes économiques**

La rupture de Keynes se trouve, essentiellement, dans la méthode : il passe d'une conception individualiste de l'économie à une conception macro-économique. Ainsi, l'individu s'efface devant les forces sociales. En conséquence, au marché est substitué le circuit comme mode de fonctionnement du système économique et à l'équilibre de marché est substitué l'équilibre macro-économique.

► **L'offre n'est pas la variable déterminante de l'économie**

L'activité économique n'est pas déterminée par l'offre globale mais par la demande globale, c'est-à-dire essentiellement par le niveau de la consommation et de l'investissement. En conséquence, la loi des débouchés de J.-B. Say est rejetée.

► **L'équilibre n'est pas spontané**

Les néoclassiques affirment que l'équilibre général est une situation normale et ordinaire ; pour Keynes, cet équilibre n'est pas spontané mais construit à partir du niveau des grandes variables macroéconomiques.

B. Les fondements de l'économie keynésienne

En rupture avec les auteurs libéraux néoclassiques, Keynes construit un modèle économique alternatif qui s'appuie sur **quatre fondements** essentiels :

1. Le principe de la demande effective

C'est la demande globale anticipée (demande de biens de consommation et demande de biens de production) par les entrepreneurs qui détermine le niveau de la production, donc le niveau de l'emploi. Aucun mécanisme ne peut assurer que cette demande effective se fixe à un niveau compatible avec le plein-emploi, de sorte qu'une économie peut durablement connaître une situation de sous-emploi, c'est-à-dire de chômage.

2. L'absence de la neutralité de la monnaie

En rejetant la loi des débouchés, Keynes considère que la monnaie n'est pas neutre et qu'elle est demandée pour elle-même ; dès lors, les comportements de thésaurisation peuvent conduire à une insuffisance de la demande adressée à l'économie. En conséquence, les comportements vis-à-vis de la monnaie vont influencer le niveau de l'ensemble des grandeurs économiques, en particulier ceux de la production et de l'emploi.

3. L'importance de l'incertitude

L'activité économique se déroule dans un monde caractérisé par l'existence d'une incertitude importante, essentiellement liée au caractère décentralisé d'un système économique dans lequel une décision peut être mise en œuvre indépendamment et préalablement à toute mise en cohérence avec l'ensemble des autres décisions économiques. Les anticipations jouent dès lors un rôle essentiel : elles revêtent une forme souvent conventionnelle, les agents ayant tendance à conformer leurs décisions à celle de l'opinion commune telle qu'ils se la représentent. Le degré de méfiance des agents envers leurs propres anticipations rendent celles-ci volatiles, ce qui est une cause majeure de l'instabilité du système économique.

4. L'intervention de l'État

En période de difficultés économiques, et notamment de sous-emploi, l'État ne doit pas rester neutre par rapport à la dépression de la conjoncture. La puissance publique doit sortir de ses strictes missions d'État-gendarme et agir sur les diverses grandeurs économiques. L'État peut exercer une action contracyclique en augmentant ses investissements (principe du multiplicateur d'investissement) afin d'accroître le revenu national et donc la demande des agents économiques, l'objectif final étant de tendre vers la réalisation du plein-emploi. Une fois l'équilibre économique et le plein-emploi revenus, l'État cesse ses interventions discrétionnaires. Pour Keynes, l'interventionnisme étatique est limité aux périodes de dépression économique.

Le déséquilibre qui peut exister entre d'une part la valeur de la demande et la valeur de la production déclenche en outre des phénomènes cumulatifs, et de là va venir la perspective de solution. Pour Keynes, si les ménages augmentent leur demande de 100, cette augmentation sera poursuivie d'une autre augmentation, celle de ceux qui, ayant bénéficié des dépenses de tels ménages, voient alors leurs propres revenus s'élever, et par conséquent de leur consommation. Ce phénomène n'a aucune raison de s'arrêter bien que ses effets puissent être de plus en plus amortis car on ne dépense jamais qu'une partie de son revenu. L'essentiel réside ici dans le phénomène dit du « **multiplicateur** » : une augmentation initiale de 100 peut très bien se traduire, tous ces effets successifs comptabilisés, par une variation finale de demande de 300... On peut bien entendu lire ce phénomène à la baisse, et on comprend mieux ce que peut être la transformation d'une récession (fléchissement de la demande) en dépression (réduction de l'activité en-deçà des niveaux atteints par le passé).

Keynes dénonce la politique libérale inspirée des écrits classiques. Il ne croit pas que les déséquilibres au niveau micro-économique puissent se compenser pour obtenir un équilibre global ; ils ont au contraire tendance à s'amplifier dans un système abandonné à lui-même. Il faut alors que l'État intervienne afin d'éviter l'effondrement de l'économie de marché. Cette intervention peut se faire par la monnaie, le budget et par des mesures structurelles et réglementaires. En situation de sous-emploi, l'objectif de ses différents moyens est d'augmenter la demande effective. La dépense a un effet multiplicateur sur le revenu national. Cet effet est d'autant plus élevé que la propension marginale à épargner est faible. Aussi faut-il décourager l'épargne, par des taux d'intérêt bas qui ont l'avantage supplémentaire de favoriser l'investissement.

6 ► La science économique après Keynes

Après plusieurs décennies de domination de la pensée keynésienne dans la science économique, de nombreuses approches sont apparues ; très variées, relevant d'inspirations fort diverses (keynésienne pour certaines, non keynésienne pour d'autres), elles ont toutes pour objectif de tenter d'expliquer avec pertinence la réalité des phénomènes économiques essentiels. On peut ainsi, sélectivement, distinguer l'école monétariste (A), la nouvelle économie classique (B), la nouvelle économie keynésienne (C), et l'école institutionnaliste (D).

A. L'école monétariste

Dans les années 1950-1960, sous l'impulsion de Milton Friedman (prix Nobel en 1976), le courant monétariste, dénommé aussi « école de Chicago », se développe. Le cœur de la démonstration de Milton Friedman est de montrer que les politiques de relance keynésiennes n'ont aucun effet à long terme même si, à court terme, elles peuvent affecter provisoirement et de manière incertaine l'activité économique. Pour construire son argumentation, Milton Friedman remobilise la théorie classique de la monnaie et montre que, dans une économie, toute augmentation de la quantité de monnaie supérieure à celle de l'offre se manifeste implacablement par une **hausse du taux d'inflation**. Ainsi, les politiques monétaires sont inefficaces sauf pour limiter la création monétaire. Les politiques de relance le sont également par erreur de diagnostic sur la nature du chômage. Pour Friedman, le chômage est naturel. Il est lié aux imperfections du marché du travail, à la non-circulation immédiate de l'information sur ce marché, voire à l'inadéquation entre le type de travail demandé et le type de travail offert, mais pas à une insuffisance de la demande. Friedman condamne également la politique budgétaire.

B. La nouvelle économie classique

Dans les années 1970, Robert Lucas souligne que les modèles macro-économiques peinent à traiter des anticipations. Or, il montre que les interventions publiques de politique économique modifient la façon dont les individus forment leurs anticipations et, réciproquement, que leurs anticipations affectent l'efficacité des politiques économiques.

Ainsi, les travaux de Lucas et Muth construisent et généralisent l'hypothèse d'**anticipations rationnelles**. Cette hypothèse consiste à prévoir la valeur future d'une variable en faisant une parfaite utilisation de toute l'information disponible à la période présente ; il n'y a alors pas d'erreurs systématiques d'anticipation, ce qui ne signifie pas pour autant que ce type d'anticipation conduise toujours à des prévisions exactes. L'utilisation de cette hypothèse s'est imposée peu à peu dans les modèles macro-économiques.

L'anticipation rationnelle n'est en fait pas nécessairement l'anticipation exacte de l'avenir ; elle n'est en fait rationnelle que par rapport à l'information disponible. Si l'information est partielle ou de mauvaise qualité, même des agents économiques rationnels feront de mauvaises anticipations. La nouvelle économie classique formule ainsi deux hypothèses :

- les agents économiques utilisent l'information disponible de façon rationnelle et forment des anticipations rationnelles, car l'irrationalité les conduirait à des erreurs coûteuses ;
- mais l'information dont ils disposent est parfois imparfaite, ce qui peut conduire les agents économiques à faire de mauvais choix et provoquer, de ce fait, des fluctuations de l'activité économique.

C. La nouvelle économie keynésienne

La nouvelle économie keynésienne s'est développée dans les années 1980 en réaction à la poussée de la nouvelle économie classique ; ses principaux tenants sont Akerlof et Stiglitz. Ce courant de pensée n'est pas unifié, et sa filiation keynésienne est relative ; la nouvelle économie keynésienne retrouve l'idée selon laquelle le jeu du marché peut conduire à des situations de déséquilibre, mais elle rejette néanmoins le principe de la demande effective et son interventionnisme, notamment public, est mesuré.

Plus précisément, la nouvelle économie keynésienne effectue **deux apports importants** à la science économique :

- elle intègre dans l'analyse macro-économique des fondements micro-économiques, liés notamment à la concurrence imparfaite ; la question des asymétries d'information, c'est-à-dire des configurations au sein desquelles un individu disposerait de plus d'informations qu'un autre, est majeure et est utile dans l'analyse de nombreuses situations économiques : le marché du travail, l'assurance, le crédit... ;
- elle démontre que la dynamique des marchés produit inéluctablement des rigidités : pour les auteurs de cette école, les prix sont fortement rigides (le salaire, prix du facteur travail, est un exemple particulièrement illustratif de cette situation), de sorte que les mécanismes de marché ne peuvent jouer. Sur le marché du travail, la rigidité des salaires explique la permanence du chômage.

Sur le marché du travail, les rigidités des salaires nominaux peuvent résulter :

- de la volonté des entreprises de proposer des « salaires d'efficience », salaires élevés qui peuvent attirer les meilleurs salariés et stimuler la productivité du travail ;
- de l'existence de « contrats implicites », souvent très rigides, associés à la signature du contrat de travail.

Ainsi, le fonctionnement des marchés ne peut-il pas aboutir spontanément à l'équilibre de plein-emploi : l'intervention de l'État doit alors permettre de suppléer aux défaillances du marché.

D. L'école institutionnaliste

Tout au long du XX^e siècle, mais de manière plus fine encore à partir des années 1980, de nombreux travaux se sont portés sur le rôle que pouvaient jouer les institutions dans l'économie. Selon Ronald Coase et Williamson par exemple, le marché et l'entreprise, qui sont parmi les grandes institutions existantes dans nos sociétés, permettent aux individus d'agir collectivement sur la base de règles formelles ou informelles, telles que les normes, les contraintes, la morale ou encore le droit. Ces institutions rendent alors possibles la production, les échanges, la croissance... La question de la **gouvernance** des institutions est ici centrale dans l'analyse.